

MAIRIE DE CANÉJAN
ARRÊTÉ DU MAIRE N° AP-003/2026

5.5.1 – DÉLÉGATION DE FONCTION ET DE SIGNATURE PERMANENTE

Le Maire de la Commune de CANÉJAN (Gironde),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.2122-18, L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération du Conseil municipal n° 014/2026 du 21 mars 2026, fixant à huit le nombre des adjoints au Maire,

VU la délibération n° 020/2026 du 21 mars 2026, par laquelle le Conseil municipal a délégué au Maire un certain nombre de ses compétences,

VU le procès-verbal de l'élection et de l'installation de Monsieur Benjamin CHOUC en qualité de septième adjoint au Maire, en date du 21 mars 2026,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire pour la bonne administration de la Commune de déléguer à Monsieur Benjamin CHOUC les attributions relatives aux Solidarités,

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur Benjamin CHOUC, septième adjoint, est chargé des Solidarités.

Délégation de fonctions lui est donnée dans ces domaines.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Benjamin CHOUC, septième adjoint, pour :

- tous certificats, courriers, documents, bons de commande, contrats et arrêtés relatifs aux solidarités, y compris dans le domaine de l'emploi, du portage à domicile, de la précarité énergétique et de l'accès à la culture
- les convocations à la Commission municipale « Solidarités, tranquillité publique et usages numériques » et celles relatives à toute Commission Extra-municipale qui serait mise en place autour de la thématique « Solidarité et Citoyenneté ».

Article 3 : En période d'astreinte d'adjoint fixée selon un calendrier trimestriel et qui couvre toutes les périodes en dehors des heures d'ouverture de l'Hôtel de Ville, délégation est également donnée à Monsieur Benjamin CHOUC pour prendre

- tout acte, dans le cadre des pouvoirs de police généraux et spéciaux du Maire, nécessaire à la prise en charge immédiate d'une situation d'urgence avérée, en réponse à un danger réel et imminent (mise en sécurité de bâtiments et d'arbres, fermeture de voies, parcs et jardins, etc.) et signer tous les documents afférents,
- pour les soins psychiatriques sans consentement : les arrêtés prescrivant des mesures provisoires d'hospitalisation, dans le respect des conditions visées aux articles L.3213-2 et suivants du Code de la santé publique,

- dans le cadre d'un décès survenu sur la Commune : tous les documents relatifs aux différentes étapes des opérations funéraires lorsque celles-ci ne peuvent être reportées au jour ouvré suivant (transports de corps, soins de conservation, crémation, inhumation et exhumation).

Article 4 : La présente délégation prendra effet à compter du 21 mars 2026. Elle prendra fin au cas où Monsieur Benjamin CHOUC viendrait à cesser ses fonctions et, en tout état de cause, à l'expiration du mandat du Conseil municipal élu en mars 2026.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Préfet de la Gironde, au Comptable de la collectivité, notifié à l'intéressé et publié.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le : 21 mars 2026

Fait à CANÉJAN, le 21 mars 2026
Le MAIRE
Bernard GARRIGOU

